

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le devoir du prolétariat européen (*Jacques Sadoul*).
— La dictature du prolétariat et les coopératives (*Miasnikov*). — L'Internationale et les intellectuels (*Maxime Gorki*).

Petrograd (*L. Trotsky*). — Réponse à une saleté (*M. Fromentin*). — Héros et martyrs du Communisme : Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht (*G. Zinoviev*). — Divers.

Le Devoir du Prolétariat européen

Dans le train qui m'emporte vers le Sud, je songe au rapide voyage qui d'Odessa à Petrograd vient de renouveler en moi la vénération et l'amour du peuple russe, de ce peuple martyr qui depuis deux ans souffre et saigne sans une plainte afin d'édifier une société pitoyable et fraternelle sur les ruines du vieux monde anarchique et barbare écroulé sous la honte de la guerre.

De la mer Noire à la mer Blanche, à travers l'immense territoire que de visions dououreuses, mais aussi que de leçons reconfortantes propres à émouvoir, à éclairer, à entraîner vers nous les camarades européens qui s'obstinent à ne pas comprendre ou ne se décident pas à agir !

La jeune République des Soviets d'Ukraine, ressuscitée hier, accueillie avec un enthousiasme joyeux par les masses laborieuses délivrées enfin de l'oppression des états-majors de Skoropadsky et de Franchet d'Esperey, sollicitée par les innombrables problèmes résolus déjà plus qu'à moitié par sa sœur aînée, par sa tendre tutrice, la Russie socialiste, doit consacrer ses forces à défendre son existence encore fragile. Rejetés d'abord par l'élan des soldats révolutionnaires, les bataillons de l'aventurier Pétlura, les régiments du général tsariste Denikine, les divisions du roi de Roumanie et du gouvernement bourgeois de Pologne forment un cercle menaçant. Et tandis qu'on proclame la révolution en danger, que les ouvriers et les paysans courent aux armes, que les travaux des champs sont abandonnés aux vieux et aux enfants, les bandes noires des Gregorieff et des Zélioni, soutenues,

payées et armées par les agents de l'Entente, sortent des bois où elles se terraient, font sauter les trains de ravitaillement et de matériels militaires, pillent et terrorisent les villages, massacrent par milliers les Juifs et torturent les révolutionnaires. Toutefois par la volonté héroïque du peuple levé en masse, la situation militaire, un moment désespérée, s'améliore.

L'œuvre de construction sociale, désastrement ralentie en Ukraine par le brusque départ au front des plus ardents soviétistes, n'est apparue au contraire après une absence de 4 mois admirablement développée en grande Russie. Si la contre-révolution intérieure est définitivement abattue, la guerre n'est pas finie pourtant.

Neuf mois après la conclusion de l'armistice, deux mois après la signature de la paix générale, Clemenceau, Lloyd George et Wilson contraignent encore la République socialiste à maintenir sous les armes plusieurs millions de citoyens. A l'est, à l'ouest, au nord, partout, contre les laquais de l'impérialisme et les partisans de l'ancien régime, contre les gardes blancs de l'amiral Koltchak, contre ceux de Paderevsky et de Haller, de Monnerheim et de Judenitch, il faut tenir et il faut vaincre. Si le front révolutionnaire international n'est pas constitué, si la classe ouvrière d'Occident ne se lève pas tout entière, l'oligarchie bourgeoise et capitaliste ne désarmera pas avant qu'aït été répandue la dernière goutte de sang du dernier révolutionnaire. Epuisée par tant de combats, saignant de tous ses membres, abandonnée par le prolétariat européen pour

le salut de qui elle lutte en désespérée, la stoïque et sainte Russie ira jusqu'au bout du sacrifice. Et, fait incroyable, le Pouvoir des Soviets condamné à cette lutte inouïe amplifie chaque jour l'œuvre grandiose de création socialiste.

La foi simple et tranquille avec laquelle le prolétariat de Petrograd poursuit tenacement sa mission, sous la menace toute proche de l'ennemi, est un des plus lumineux témoignages de noblesse humaine qu'il soit possible de recueillir. Attaqué par les blancs d'Esthonie et de Finlande, par les contingents alliés du nord et l'escadre anglaise de la Baltique, livré par les ex-officiers du tzar entrés dans l'armée rouge pour trahir, subissant les incursions sauvages des avions anglais qui bombardent les faubourgs et assassinent par dizaine les femmes et les enfants, réduits à une famine atroce, il développe sans arrêt son activité.

Alors que la bataille fait rage jusqu'aux portes de la ville, de vastes travaux publics sont entrepris : destruction des quartiers insalubres, percement de voies nouvelles, canalisations, filtrage des eaux, égouts, etc. Les maisons bourgeoises sont aménagées pour recevoir les familles des travailleurs. Autour de la ville sont projetées et naissent déjà de vastes cités-jardins. Dans chaque arrondissement, les gouttes de lait, les crèches, les écoles se multiplient. Les unes après les autres, les somptueuses propriétés élevées par les aristocrates au milieu des forêts voisines sont transformées en colonies d'enfants. Dans les ateliers assainis méthodiquement et scientifiquement transformés, l'ordre et la discipline imposés par les comités ouvriers se rétablissent peu à peu parmi les travailleurs dont les droits et le bien-être, la vie matérielle et morale sont protégés par un ensemble de dispositions qui réalise beaucoup plus que les aspirations les plus audacieuses des ouvriers occidentaux.

La plupart des villes de la Russie suivent l'exemple de la grande cité rouge. Partout le travail. Partout la confiance.

Cependant combien de temps encore le gouvernement prolétarien privé de pain, de charbon et de fer, pourra-t-il supporter seul la redoutable et double épreuve : résister à la vague réactionnaire qui déferle sans répit sur ses frontières, et poursuivre l'œuvre complexe de transformation sociale ? Livré à ses propres forces n'est-il pas condamné à périr ? Mais les communistes et les socialistes d'Europe peuvent-ils supporter l'idée même de cette mort ? Se rendent-ils compte de la tâche plus rude qu'ils auraient à accomplir si l'impérialisme victorieux de la Révolution russe pouvait concentrer ses forces contre ses propres

prolétariats ? Comprennent-ils surtout par quels torrents de sang la réaction mondiale affirmerait son triomphe ? Ont-ils oublié qu'en tous lieux les succès passagers des gardes blancs ont fait tomber des milliers et des dizaines de milliers de victimes ? Ne savent-ils rien de l'horreur des massacres actuellement multipliés par Denikine, Gregorieff et Petliura en Ukraine, par Koltchak dans l'Oural et en Sibérie par Mannerheim, en Esthonie et en Finlande ? Et les affreux gémissements des martyrs ouvriers et paysans soumis aux pires souffrances par les tortionnaires du tzar, ne parviennent-ils donc jamais à leurs oreilles ? Est-il possible que les communistes et les socialistes d'Europe ne sachent rien ? Et s'ils savent, comment ne sont-ils pas accablés par la douleur et les remords ? Comment ne sentent-ils pas qu'en fin de compte c'est sur leurs épaules que pèse la responsabilité de ces crimes monstrueux ? Qu'ont-ils fait, et que font-ils pour les empêcher ?

Qu'ont fait jusqu'à ce jour les chefs des organisations prolétariennes d'Occident pour sauver la Révolution Socialiste Russe ? Rien. Car c'est ne rien faire que limiter son action à quelques articles de journaux et quelques gestes de tribunes.

Et qu'ont fait les masses prolétariennes elles-mêmes ? Rien. Car ce n'est rien faire que limiter son action à des phrases de meeting et à des manifestations dans la rue.

N'ayant rien fait et rien obtenu, ils ont sommé maintes fois les gouvernements de l'Entente de cesser l'envoi de troupes en Russie. Clemenceau, Lloyd George et Wilson n'en persistent pas moins à expédier contre le bolchevisme des troupes nouvelles. Si les dépôts ont été provisoirement ralentis, si même certains régiments durent être ramenés de Russie en France, c'est uniquement parce que les soldats eux-mêmes, éclairés par notre propagande, éclairés surtout par les faits, ont refusé de jouer l'ignoble rôle de bourreaux de leurs frères russes et se sont révoltés contre les ordres d'assassinat.

Quand j'apprends que le bureau de la C. G. T., que la Commission administrative du parti socialiste de France envoient leurs félicitations aux marins et aux soldats révoltés de la mer Noire ; quand j'entends la provocation à la désobéissance lancée par Marcel Cachin du haut de la tribune parlementaire aux soldats du corps expéditionnaire d'Orient, je constate que ces gestes ne font que souligner davantage la timidité et l'insuffisance de chefs qui, incapables de prévoir les événements et de les diriger, incapables surtout d'action virile et révolutionnaire ne savent qu'enregistrer tar-

divement des faits accomplis par la seule initiative des travailleurs dont ils avaient le devoir d'être les guides et dont ils ne sont que les suiveurs, qu'ils avaient la mission de les pousser en avant et dont ils s'ingénient à briser l'élan.

Hélas ! Jaurès n'est plus. Depuis cinq années que nous pleurons sa mort, nous n'avons jamais éprouvé plus profondément qu'aujourd'hui le caractère irréparable de la perte survenue le 31 juillet 1914.

Entre tous les socialistes d'Occident, il eut été le premier à comprendre la grandeur et la beauté incomparable de la révolution prolétarienne russe. Sa vision lucide d'homme d'Etat, sa fougue et sa foi révolutionnaires l'eussent placé très vite aux côtés de Lénine. Qui oserait discuter cela et qui oserait admettre surtout que ce grand homme de haute tenue morale et d'infinie bonté, défenseur de tous les faibles et champion de tous les peuples opprimés aurait supporté un seul jour d'être par son silence ou par son inaction, par stupidité ou par lâcheté, le complice du plus répugnant de tous les crimes : le lent étouffement d'une révolution populaire.

« Ce que j'aime en vous, Jaurès, lui disait un jour Jules Guesde, c'est que chez vous l'acte suit immédiatement la pensée » ; oui, dès le premier jour Jaurès eut dénoncé le sinistre attentat. Il se fut précipité de toute sa vaillance entre les gouvernements égorgeurs de l'Entente et la Révolution russe. Il eut appelé directement le peuple de France à l'insurrection.

Mais Jaurès n'est plus et ses successeurs ne sont pas encore. Nous n'avons pas d'illusions. Ceux que nous appelons au secours de la Révolution russe menacée de mort, ne sont, ni les socialistes, traîtres passés au service de la bourgeoisie, ni les faux internationalistes qui depuis un an limitent leur effort à des protestations oratoires, qui parlent et qui discutent avec les bandits dont le couteau tranche la gorge du malheureux peuple russe. Ce ne sont pas davantage les hauts fonctionnaires de la C.G.T. Un radio officiel américain nous vantait ce soir, avec une ironie méprisante, la prudente sagesse que les brutales menaces de Clemenceau avaient inspiré à ces messieurs et la servilité avec laquelle ils avaient accepté de renoncer à cette grève générale si pompeusement annoncée à l'univers. Nous avions prévu cela. Du moins cette piteuse capitulation éclairera-t-elle les troupes syndicalistes. Elles comprendront enfin, qu'en s'avouant indignes de diriger à l'heure fixée par eux ces grandes manœuvres ouvrières que sont les mouvements grévistes, ces hommes se sont disqualifiés. Au moment où le prolétariat prépare de toute sa force et de toute son énergie, non plus des simples manœuvres,

mais l'insurrection, c'est-à-dire la guerre révolutionnaire, il condamnera et chassera les chefs qui ayant déserté avant la bataille trahiraient plus sûrement encore pendant le combat.

C'est donc aux masses prolétariennes et à elles seules, aux chefs encore inconnus qui ont arraché le flambeau révolutionnaire aux mains débiles des fonctionnaires et des parlementaires de la social-démocratie européenne que nous demandons d'allumer l'incendie.

Quel motif plus légitime et plus généreux que la défense de la Révolution russe pourrait-on invoquer pour déchaîner le mouvement libérateur qui doit entraîner la chute du pouvoir bourgeois, l'établissement de la dictature du prolétariat et préparer l'avènement du régime communiste ?

Assez de meetings et de cortèges pacifiques. Que les travailleurs préparent en hâte ce mouvement. Qu'ils forment pour cela dans les villes et les campagnes des organisations secrètes, des soviets d'ouvriers, de paysans, de soldats. Qu'ils cherchent, qu'ils volent, qu'ils amassent les armes et les munitions, qu'ils choisissent des chefs puisés dans leurs rangs. La guerre a formé au commandement beaucoup d'enfants du peuple. Qu'ils préparent des cohortes peu nombreuses, mais disciplinées et audacieuses. Qu'ils s'assurent le concours ou tout au moins la neutralité des troupes. Et quand ils descendront dans la rue qu'ils n'oublient ni le browning, ni la grenade.

Qu'ils exigent tout, ils obtiendront tout.

En Russie, les troupes de l'Entente ne sont plus importantes. Par leur propre effort elles ont imposé déjà le rapatriement, et nous avons la certitude que les soldats français qui, en liaison avec nous, avaient fondé dans le sud de la Russie, en Bessarabie et jusqu'en Roumanie, des groupes communistes sauront apportés au prolétariat un concours efficace. Des soldats alliés demeurent pourtant en Russie et il en vient d'autres. Il reste et il arrive des soldats volontaires, pauvres êtres inconscients qui accomplissent d'abord sans enthousiasme, puis avec dégoût leur vilaine besogne. Il reste et il arrive surtout les serviteurs plus dociles et moins délicats de la réaction et du capital, les brillants officiers professionnels venus avec le général Berthelot pour instruire, encadrer, entraîner contre la révolution les misérables paysans roumains, venus avec le général Jamin pour exécuter le même travail près de Koltchak et de Denikine, avec le général Nessel pour former une armée polonaise contre le bolchevisme, etc. Il faut exiger en premier lieu le retrait immédiat de toutes ces forces militaires, de toutes ces missions spéciales opérant contre les pays révolutionnaires, dans les Balkans et en Hongrie comme en Russie.

Les travailleurs européens doivent obtenir en outre la cessation de l'appui donné aux armées contre-révolutionnaires et antisémites, aux restaurateurs du knout, aux fauteurs de pogroms et aux pendeurs de socialistes, à Koltchak, à Denikine, à Mannerheim, à Youdenitch, etc., à tous les hommes d'ancien régime contre lesquels se sont levés non seulement les bolcheviks, mais tous les socialistes de Russie, menchéviks, social-démocrates et socialistes révolutionnaires.

L'Entente, impuissante à contraindre ses propres soldats, à étrangler la Révolution russe, inonde d'or ses bandits galonnés. Par la voie du Transsibérien, par la mer Blanche et par la mer Noire, elle les comble d'armes, de munitions, d'avions, de tanks de gaz asphyxiants, qui leur assurent une supériorité d'armement écrasante sur les armées rouges ouvrières et paysannes. Il suffit qu'en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, les travailleurs des ports, suivant le bel exemple de solidarité donné récemment par les dockers italiens, refusent de participer au chargement de tout matériel de guerre et qu'ils n'hésitent pas au besoin à faire sauter les paquebots chargés par les jaunes. Livrés à leurs propres ressources, les bandes contre-révolutionnaires seront très rapidement anéanties par les troupes rouges. Elles le seraient déjà depuis un an sans le secours formidable que n'ont cessé de leur fournir Clemenceau, Lloyd George et Wilson.

Ainsi la guerre civile serait terminée. Ainsi le Pouvoir des Soviets, ce gouvernement pacifique qui n'a pas cessé depuis son avènement de demander la paix, se déclarant prêt pour l'obtenir à tous les sacrifices, pourrait démobiliser.

Ainsi les militants, les techniciens, les spécialistes retenus aux armées par milliers et par dizaines de milliers reprendraient leur place démeurée vide à la tête des usines, des domaines agricoles et des établissements d'administration générale. Mais pour permettre à la révolution russe de reprendre normalement et de mener à bien l'œuvre difficile de construction socialiste, il faut davantage encore.

Il faut que la Russie soit replacée dans des conditions économiques normales. Il faut que le blocus soit levé. Peuple paysan, disposant d'un appareil industriel peu développé, le peuple de Russie, importait en quantité colossale les produits manufacturés, exportant en échange ses céréales, son lin, son chanvre et ses métaux. Pour cultiver la terre, il a besoin des instruments aratoires de l'étranger. Pour transporter ses récoltes, il a besoin de nos locomotives et de nos wagons. Pour restaurer un outillage industriel dévasté par la guerre, il a besoin de nos machines. Renonçant à écraser la Russie par la seule force des armes, l'En-

tente a essayé de la réduire par le blocus. Depuis dix-huit mois non seulement elle a refusé de lui acheter et de lui vendre quoi que ce soit, mais la bienfaisante Ligue des Nations, la puissante machine d'oppression dressée contre le prolétariat par l'hypocrite Wilson a interdit aux nations ennemies ou neutres tout acte de commerce avec la population russe.

Ce blocus cruel a désorganisé les transports de la Russie, empêché son ravitaillement, ruiné son industrie et son agriculture. Il a fait périr de misère et de faim des centaines et des centaines de milliers d'innocentes victimes, vieillards, malades, femmes et enfants. De toutes ces morts qu'il n'a pas su empêcher le prolétariat européen porte déjà la responsabilité. Qu'il n'aggrave pas sa faute en prolongeant une déplorable défaillance. Qu'il exige et qu'il obtienne par les moyens révolutionnaires s'il le faut, la levée immédiate du blocus, la reprise des échanges économiques entre l'Entente et la Russie.

Les destinées de la révolution, c'est-à-dire l'avenir des masses travailleuses du monde entier, le salut et la renaissance de l'humanité, sont entre les mains des prolétaires occidentaux. Ou bien ils se feront lâchement et sottement les complices du crime ; ils laisseront écraser le pouvoir des Soviets en Russie et en Hongrie, se souillant ainsi d'une honte éternelle et rendant plus difficile et plus lointaine leur propre émancipation. Ou bien ils formeront des organisations de combat, ils commenceront immédiatement l'attaque, ils contraindront l'Entente à déserrer son étreinte, ils sauveront la Russie et la Hongrie, assurant en même temps que le triomphe de la révolution dans ces pays et le triomphe de la révolution dans toute l'Europe.

Le chef incomparable que fut Jaurès n'est plus là. Les leaders officiels de la social-démocratie et du syndicalisme occidental sont des traîtres, des incapables ou des timides. L'effort révolutionnaire des prolétaires doit être accompli par les prolétaires eux-mêmes et par eux seuls. Mais qu'ils se hâtent. Ils ont trop tardés déjà !

Jacques SADOUL.

(Entre Petrograd et Moscou, le 24 juillet 1919.)

La Revue Communiste

Mensuelle

Directeur : CH. RAPPOPORT

Le numéro : 3 francs.
Paris

La Dictature du Proletariat et les Coopératives

La décision des Alliés de lever le blocus de la Russie soviétique, a attiré l'attention sur les coopératives russes, avec lesquelles ils prétendent traiter directement, sans reconnaître le pouvoir des Soviets. Le fait que tout le commerce extérieur, importations et exportations, est nationalisé en Russie, est déjà une preuve que les Alliés devront s'adresser au pouvoir soviétique. Mais les coopératives, avec lesquelles ils veulent traiter, sont elles-mêmes devenues un organe du pouvoir soviétique, le seul organe de répartition des produits.

L'étude de Miasnikov, que nous publions et qui est de toute actualité, permettra à nos lecteurs de connaître mieux le mouvement coopératif russe et son évolution jusqu'à sa transformation en un organe du gouvernement soviétique. Ils comprendront que la reprise des relations commerciales avec les coopératives entraîne la reprise des relations avec le gouvernement des Soviets.

1. Les Coopératives ouvrières en Russie

On peut dire que jusqu'en 1905, il n'y eut, en Russie, aucune coopérative ouvrière. Il existait bien antérieurement des sociétés de consommation, mais elles appartenait à d'autres groupes ; il y avait, par exemple, des sociétés de consommation d'officiers, de fonctionnaires, de cheminots, de riches paysans. On avait ouvert aussi de petits magasins alimentaires dans les fabriques, mais ils étaient dans la dépendance complète de la direction des fabriques et du patronat. Ces coopératives étaient dénommées justement « *dépendantes* ». Le caractère des coopératives russes était donc purement bourgeois jusqu'en 1905.

En 1906, pour la première fois, des coopératives ouvrières « *indépendantes* » furent fondées à Petrograd. En 1908, eut lieu à Moscou le premier Congrès coopératif panrusse, auquel prirent part 800 représentants du coopératisme. Le congrès adopta le principe de neutralité des coopératives anglaises. La coopération ouvrière ne joua, au congrès, qu'un rôle secondaire ; le principal rôle était tenu par les coopératives bourgeoises et paysannes. Il en fut de même au deuxième congrès, à Kiev, en 1913. Le troisième congrès, en 1917, eut un caractère un peu différent. Une association centrale des sociétés coopératives y fut fondée ; ses tâches furent formulées ainsi par le congrès : « Comme organisation autonome, en dehors de tout parti, l'association centrale au-

ra pour tâche de mettre son travail et l'activité des organisations coopératives réunies, en accord avec les autres organisations ouvrières qui conduisent au socialisme, c'est-à-dire avec le parti socialiste, les fédérations syndicales, les formes municipales de la vie économique, les entreprises d'éducation et les organisations d'entraide de la classe ouvrière. »

Le gouvernement démocratique bourgeois Lvof-Kerensky émit, le 20 mars 1917, un décret détaillé et typique sur les coopératives de consommation et leur fédération. Ce décret était le résultat des trois congrès des coopératives de consommation. L'influence petite-bourgeoise sur le mouvement coopératif russe, dans lequel les coopératives ouvrières jouaient un grand rôle, devint la loi. Cette influence petite-bourgeoise fut exercée par les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, les « socialistes » sans étiquettes et les divers réformistes. Jusqu'à la révolution d'octobre, ce fut eux qui donnèrent la nourriture spirituelle au mouvement coopératif ouvrier.

Nous nous souvenons encore de la lutte qui eut lieu de 1907 à nos jours dans les coopératives ouvrières. En 1907 déjà, les mencheviks, en réservant complètement le mouvement ouvrier, avaient jeté toute leur attention sur les possibilités légales. Les journaux bolcheviks, *Notre Echo*, par exemple, s'opposèrent alors fermement à ces tendances.

En 1907, les communistes de notre parti, à Moscou et à Pétersbourg, menèrent une lutte désespérée contre les menées menchevistes, soi-disant socialistes, sur le terrain des coopératives. Les mencheviks demandaient aux ouvriers affamés de Pétersbourg de lutte contre la cherté de la vie par la formation de magasins coopératifs. C'était leur seul moyen ; le comité pétersbourgeois de notre parti disait au contraire : « Le seul moyen de lutte contre le renchérissement est l'action directe du prolétariat, l'organisation de démonstrations de masses et la présentation d'une résolution à la Douma par la fraction social-démocrate, réclamant que les magasins et les boulangeries soient organisés par les organes officiels des villes, pour le bien commun et placés sous le contrôle de représentants ouvriers. » En même temps, une résolution concernant la question coopérative était votée dans une série de fabriques par les ouvriers de Pétersbourg. Cette résolution commençait par ces mots : « bien que nous reconnaissons que l'affermissement du mouvement politique et coopératif soit la tâche principale de ce moment, nous mettons en garde contre l'emballage pour les coopératives de consommation. Nous sommes contre

leur fondation dans les endroits où il n'y a pas de mouvement de masses en leur faveur. »

Les mencheviks saisirent ce prétexte pour soulever une tempête d'indignation non seulement dans leurs propres journaux, mais aussi dans toute la presse libérale. Les coopérateurs Totomianz, Terejaslawski et d'autres ne cessèrent d'insulter les bolcheviks et les ouvriers. Ainsi les coopératives ouvrières russes se trouvèrent, jusqu'à ces derniers temps, aux mains des libéraux et des socialistes petits bourgeois.

2. La Révolution d'octobre et la Coopération

Tel était l'état des coopératives en Russie au moment de la révolution d'octobre. Elles gardèrent leur esprit bourgeois encore après octobre — presque une année entière — jusqu'au troisième congrès panrusse des coopératives ouvrières ; une telle situation devait naturellement paraître anormale. Tandis que le pays se trouvait déjà sous la dictature du prolétariat, une forme du mouvement ouvrier se trouvait aux mains d'éléments qui étaient étrangers à la classe ouvrière : les coopérateurs petits bourgeois.

Chose remarquable, les coopératives de consommation formaient la dernière forteresse de la réaction politico-sociale. Les ennemis du gouvernement des Soviets cherchaient de là à blesser au cœur la dictature prolétarienne. Le mot d'ordre de l'indépendance des coopératives ouvrières était encore énergiquement proclamé, mais cela signifiait en réalité sa complète dépendance à l'égard de la bourgeoisie et avait pour but la lutte contre le gouvernement des Soviets pour retourner à l'idylle de la propriété et du commerce privés. Le prolétariat pouvait-il se les concilier ? Avant la révolution se posait la question de la destruction des derniers appuis des ennemis de la classe ouvrière. Avant tout, un organe si fort et si éprouvé de la répartition des biens économiques, tel que les coopératives de consommation, devait nécessairement être utilisé pour la reconstruction socialiste du pays.

Le gouvernement socialiste dirigea alors toute son attention sur les coopératives de consommation et décida de les utiliser comme appareil de répartition des denrées alimentaires, appareil qui devait s'adapter à la production nationalisée, à une production qui ne reposait plus sur la propriété privée, mais qui était socialisée.

Dans ce but, en janvier 1918, on publia un projet de décret sur les communautés de consommateurs, qui visait à englober les coopératives de consommation dans le filet des organisations économiques du gouvernement soviétique. Les coopérateurs petits bourgeois poussèrent des cris furieux. Ils organisèrent une série de conférences des coopérateurs de la fédération centrale ; ils préparèrent des rapports dont le leit-motiv était toujours la même chanson ennuyeuse : « Les coopératives seront détruites. »

Les coopératives de consommation ouvrières en Russie, étaient entrées trop profondément dans le courant de l'idéologie bourgeoise. Des mesures très énergiques devaient être prises pour les porter à la hauteur de leur tâche. Le prolétariat tenait le pouvoir politique en mains ; ses fédérations syndicales établissaient la production socialiste, mais les coopératives de consommation, qui appartenaient soi-disant aux ouvriers, refusaient de servir le seul but de la classe victorieuse. Si les coopératives de consommation étaient, dans le régime bourgeois, un organe de lutte du prolétariat ayant pour but la destruction du système capitaliste, avec la victoire de la classe ouvrière, elles devaient devenir une partie inséparable de tout l'organisme soviétique. Comme les fédérations syndicales, sous le gouvernement des Soviets, ont cessé d'être des moyens de lutte pour devenir des organes de la production qui aident à construire l'immense mécanisme de l'industrie socialisée et s'efforcent de trouver les forces productrices, de les discipliner et d'élever la productivité, les coopératives de consommation devaient aussi mettre leurs expériences et leurs forces économiques au service de la même cause, pénétrer leurs organisations d'une nouvelle âme et faire de la masse des consommateurs qu'est la société moderne, une société coopérative socialiste.

Pour cela il était nécessaire que les coopératives désirent elles-mêmes cette nouvelle organisation de la société, mais les coopératives de consommation russes y étaient opposées ; c'est pourquoi la question se posa à notre Parti : conquérir les coopératives ! Le comité central du Parti le résolut en été 1918. En même temps, le gouvernement des Soviets entreprit de subordonner le mouvement coopératif et ses organes aux tâches générales du prolétariat et de ses buts politiques. Le 11 avril 1918 le premier décret sur les coopératives de consommation, qui était le résultat de longues conférences des organes gouvernementaux et des institutions coopératives, fut voté par le Conseil des Commissaires du peuple et ratifié par le comité exécutif central panrusse. Le 12 avril il était publié.

Les bases de ce décret étaient les suivantes : Dans chaque district, des organisations coopératives de consommation doivent être fondées ; tout le pays doit être partagé en un nombre déterminé de districts ; dans chaque district, il ne doit pas y avoir plus de deux sociétés de consommation à l'œuvre : une coopérative pour tous les citoyens et une coopérative spéciale pour les ouvriers ; les représentants des sociétés de consommation devaient être attirés dans les organes officiels de ravitaillement, centraux et locaux. La plus importante et la principale mesure pratique de ce décret est la faculté pour les associations coopératives, selon le développement de leur appareil technique et économique, d'acheter, de restaurer et de produire des marchandises à la demande des organes officiels de ravitaillement et du Con-

seil supérieur d'économie populaire, avec son aide et sous son contrôle.

Il est naturel que ce décret n'était pas rigoureusement applicable, complètement et dans toutes les circonstances, il n'a pas créé subitement des relations de bon voisinage entre les coopératives de consommation et le gouvernement et il va de soi que toute la population ne fut pas immédiatement ravitaillée par ces coopératives. Il fallait beaucoup de temps et de gros efforts jusqu'à leur fonctionnement. Il fallait tout trouver un *modus vivendi* pour les organes coopératifs. Le 22 avril de la même année, fut promulgué un décret concernant l'organisation d'un département coopératif au lieu du Conseil supérieur d'économie populaire et immédiatement après des instructions pour l'organisation de départements coopératifs locaux, dont la tâche était d'enregistrer les coopératives de consommation, de les contrôler et de préparer des instructions et des projets de lois pour les organes coopératifs. De tels départements ne furent pas fondés seulement dans les capitales, mais aussi dans les villes départementales. En province, ils accomplirent un gros travail en rassemblant autour d'eux les coopératives disséminées, en les répartissant en districts, selon leur activité, et en apportant de l'ordre et du système dans la nouvelle vie coopérative.

Les mesures les plus importantes de la législation sur la question coopérative sont : le décret complémentaire du 8 août 1918 concernant l'échange des marchandises dans les contrées riches en pain, et le décret du 21 novembre 1918 sur le ravitaillement. Le premier de ces décrets charge les organisations coopératives de l'échange des produits agricoles contre des produits industriels ; le deuxième établit l'ordre dans la nationalisation du commerce privé et dans la répartition des marchandises à la population par l'intermédiaire des magasins soviétiques et des coopératives. La législation du gouvernement des soviets concernant les coopératives, s'appuie sur le grand mouvement de la classe ouvrière, qui finit par englober aussi le domaine, resté en arrière, de la vie coopérative et qui a fait une brèche dans la muraille de la dernière forteresse des réformistes. La campagne entreprise par le parti ouvrier contre les coopératives a conduit à la victoire.

Dans la deuxième moitié de l'année 1918, la vie des coopératives russes est marquée par la série de résolutions et de décisions, prises et réalisées, dans de grands congrès et conférences, qui fait des *soi-disant* coopératives ouvrières de véritables coopératives ouvrières et qui les subordonne aux tâches générales de la classe ouvrière.

La position des coopératives ouvrières est particulièrement remarquable ; leur direction a passé finalement aux mains des communistes. Le troisième congrès panrusse des coopératives ouvrières se plaça, dans sa majorité, au côté de la classe ouvrière ; la majorité des délégués du congrès était communiste.

Ainsi, le moment le plus difficile était passé. Le mouvement coopératif russe était enfin aux mains des ouvriers eux-mêmes.

3. La répartition socialiste unifiée.

La plus importante mesure législative concernant la coopération, est le décret du Conseil des commissaires du peuple du 20 mars 1919, sur les communautés ou communes de consommateurs. Par ce décret est réalisé le gros et difficile travail de l'incorporation du mouvement coopératif aux institutions officielles prolétariennes générales.

Par ce décret, un appareil unifié doit être créé pour la répartition des produits alimentaires, pour autant que les organes de répartition (qui sont généralement répartis en trois groupes, les organes de ravitaillement, les coopératives ouvrières et les coopératives pour le reste de la population) firent la majorité de leurs produits de la même source. L'unification des organes de répartition doit être réalisée de manière que le grand appareil de répartition, c'est-à-dire la coopération, qui est le seul appareil fondé et éprouvé pendant le temps de la domination capitaliste, ne soit pas détruit ou écarté, mais qu'il en reste la base qui devra être développée et complétée. Par conséquent toutes les coopératives de consommation de la République sont transformées en un vision des coopératives en « coopératives ouvrières » et « coopératives pour les autres citoyens » est supprimée. Les magasins et les dépôts des coopératives et des Soviets sont mis à la disposition de ces communes de consommateurs. De telles communes existent partout, dans les villes, les centres industriels et à la campagne. Toute la répartition qui, jusqu'alors, était aux mains des organes de ravitaillement et des coopératives, est, dès lors, soumise aux communes de consommateurs.

Ces communes sont formées de toute la population de la localité qui doit être enregistrée dans des bureaux de répartition déterminés. Plusieurs bureaux forment une association de districts et plusieurs associations de districts, l'association départementale. A la tête de toutes les communes de consommateurs existe l'association centrale. Tous les citoyens qui ont le droit de vote, d'après la Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, ont le droit d'être élus dans tous les organes des communes de consommateurs.

En même temps, le travail des Conseils d'économie populaire et des anciennes coopératives de consommation est supprimé et les communes de consommateurs dépendent maintenant, comme organes de répartition, du Commissariat du peuple pour le ravitaillement. Le 3 juillet 1919, ce décret fut ratifié par le comité exécutif central.

L'appareil unique de la République s'appelle maintenant : « Société de consommation ». Peu de temps après le décret, les ouvriers de

Moscou créèrent la société de consommation moscovite, qui tient en mains toute la répartition des vivres de la population de la ville et qui se donne pour tâche supplémentaire l'organisation d'entreprises pour la production de denrées alimentaires, d'entreprises agricoles, etc.

Sans doute, le nouveau plan du gouvernement soviétique pour la répartition des vivres ne fonctionne pas encore sans lacunes. La réalité et la grandeur de la tâche que les sociétés de consommation ont entreprise ne peuvent momentanément qu'esquisser les lignes générales du ravitaillement de la population. Nous avons encore un grand travail devant nous. Nous comprenons les gens qui, détachés de l'ancien travail des coopératives, sont maintenant mécontents de la politique du gouvernement des Soviets. Lorsque des gens comme Kolokolnikoff, etc., écrivent aujourd'hui sur la destruction des coopératives et sur le mauvais fonctionnement de notre ravitaillement, il faut penser que ce sont des gens incapables de s'améliorer, des sceptiques sans espérances, qui n'ont pas la volonté d'entendre la voix du prolétariat et qui ne veulent pas voir que le mouvement victorieux de

la classe ouvrière russe grandit de jour en jour.

Dans ce mouvement, les coopératives de consommation jouent un rôle aussi grand que les fédérations syndicales et les partis ouvriers. Ces trois formes du mouvement ouvrier cessent d'être un moyen de lutte du prolétariat ; dès que la dictature du prolétariat est proclamée, elles deviennent les organes de la réalisation immédiate de la société socialiste. Tandis qu'elles étaient dispersées et souvent n'avaient rien de commun sous le règne du capitalisme, elle s'unissent sous la dictature du prolétariat, et une organisation de fer les oblige de servir les buts généraux de la classe ouvrière, du système des Soviets et de la reconstruction communiste de la société.

Les réformistes disent aujourd'hui : « La coopération est morte, vive la coopération ! » Ils pleurent la ruine de la coopération bourgeoise et saluent la nouvelle coopération bourgeoise. Oui ! la coopération petite-bourgeoise est morte, mais les expériences de la classe ouvrière sur le terrain coopératif contribueront à la réalisation du communisme.

MIASNIKOV.

L'Internationale des Intellectuels

On sait que le groupe Clarté, association d'écrivains et d'artistes dont la pensée participe de l'internationalisme révolutionnaire, a lancé l'idée d'une Conférence internationale des « Intellectuels » se réclamant de son idéal. Ce projet n'a pas encore pu être réalisé. Nous sommes heureux de publier ici le commentaire de Maxime Gorky, sur la mission des « Intellectuels » dans la révolution prolétarienne.

Un Congrès international des Intellectuels doit se réunir à Berne. Les représentants des milieux intellectuels d'Angleterre, d'Allemagne, de France, et des autres pays, se rencontreront sous le même toit. Les ennemis d'hier, vainqueurs et vaincus, se trouveront face à face.

Des complices moraux du plus infâme des crimes, de la guerre de 1914-1918, — dont l'horreur, en révélant à l'humanité pensante la profonde gangrène du vieil ordre social, a fini par ébranler les préjugés nationalistes qui avaient ramenés à la barbarie les peuples les plus cultivés de l'Europe et provoqués la grande tuerie, — des complices du grand crime participeront sans doute à ce Congrès.

S'il en est ainsi, si ces hommes se rendent à une assemblée internationale des représen-

tants de la raison humaine, le fait sera de la plus haute importance et, peut-être fécond en conséquences sociales d'une grande valeur. Certes, il n'est pas question, ici, des tardifs repentirs et des aveux superflus qui ne manqueront pas. Sévèrement, résolument, le Congrès devra enfin poser la question, d'une importance mondiale, humaine, des bases de la culture dans le processus de l'histoire.

Ce n'est qu'après l'avoir résolue, que les intellectuels pourront inflexiblement choisir leur position définitive, à la tête des masses populaires tendant à la réalisation des formes nouvelles de la vie sociale, — ou parmi les classes inintelligentes et cupides qui, exploitant les énergies physiques des peuples, empêchent le libre développement de leurs forces spirituelles et de leur raison.

Si les intellectuels se rendaient enfin compte du rôle qu'ils ont joué au service du capitalisme, le fait serait capital venant avec sincérité se confondre avec l'énorme énergie émotionnelle des peuples ; les réserves relativement peu considérables de forces intellectuelles uniraient harmonieusement la raison investigatrice et organisatrice à une immense volonté, inorganisée encore, mais forte d'aspirer ardemment à la vie ; et le développement de la culture humaine en recevrait une impulsion puissante et en serait accéléré dans une

mesure que l'imagination ne peut prévoir...

En un mot, les intellectuels du monde entier ont aujourd'hui à trancher hardiment cette grave question : seront-ils avec les peuples exigeant la transformation radicale de toutes les formes de la vie, ou avec le capital défendant l'ancien régime ?

Le rôle des intellectuels russes au cours des deux dernières années — si remplies d'événements — doit être fécond en enseignements pour les intellectuels de l'Europe occidentale. Si l'intellectuel russe avait eu plus de force d'âme et de clairvoyance pratique, si, dès les premiers jours de la révolution bolchevique il était entré en contact avec ce groupe, issu de son propre milieu, qui avait eu la témérité de se mettre à la tête des masses ouvrières et de s'emparer du pouvoir politique d'un pays ruiné par le tsarisme et la guerre, le déchaînement des passions n'eût pas entraîné des dommages aussi cruels dans les domaines de l'industrie, de la technique, de la culture ; moins de fautes eussent été commises ; la raison eût été un frein. Loin de moi l'intention de juger qui que ce soit. Je me borne à constater un fait indiscutable : la sortie d'une certaine quantité d'intellectuels du courant de la Révolution a eu pour conséquence de subordonner la solution des problèmes vitaux à la satisfaction des besoins d'une majorité inculte, celle à mon avis, des paysans russes.

La classe ouvrière russe, numériquement infime, a devant elle une tâche immense : la rééducation de cent millions de paysans de langues et d'origines différentes. Cette masse peut déployer, en des œuvres de destruction, une énergie prodigieuse : mais peut-elle créer plus que des mœurs pénétrées de la mentalité du petit propriétaire ? Cette interrogation demeure sans réponse. Envisagée à ce point de vue, la grande industrie capitaliste rationnellement organisée apparaît, pour l'ouvrier et pour l'intellectuel, moins redoutable que le marécage de la petite propriété généralement étrangère et même hostile aux intérêts supérieurs de la culture.

Les intellectuels russes conçoivent de mieux en mieux le caractère tragique de leur situation. Bien qu'ils aient dès avant la révolution, vécus entre l'enclume (le peuple) et le marteau (le pouvoir), les inconvénients inévitables de cette situation, leur deviennent maintenant et par trop évidents, et par trop douloureux. Mais je le répète, ils commencent à comprendre que le pouvoir appartient à des forces intellectuelles auxquelles les apparentent des liens spirituels ; ils commencent à comprendre que la Russie verra probablement fusionner dans un proche avenir, la raison organisatrice et la volonté exaltée —

et que ces deux puissances peuvent, ensemble, faire des prodiges. Telles sont, à mon avis, les pensées et les questions qui ne peuvent manquer d'intéresser le Congrès international des intellectuels.

Profondément convaincu de la probité des représentants de l'Intellectualité de l'Europe occidentale, croyant en leur conscience, je ne doute pas que la question du blocus de la Russie ne soit débattue par le Congrès.

Point n'est besoin de flétrir encore l'infamie d'un blocus qui voue le peuple russe à la famine et à la mort, qui le prive de médicaments, etc. Mais il n'est peut-être pas inopportun de rappeler aux membres du Congrès que les enfants sont les premiers à souffrir des conséquences du blocus — et que les intellectuels, les savants, les travailleurs de bibliothèques et de laboratoires, insuffisamment adaptés à la lutte pour la vie, inhabiles à conquérir leur pain, sont ensuite parmi les plus atteints.

Tuer des enfants par la famine, détruire ainsi l'avenir même d'un peuple ; tuer par la faim son énergie intellectuelle longuement accumulée, est-ce là le but que l'Europe « éclairée », « cultivée » s'est assigné ?

Ce sera pour le Congrès des intellectuels un devoir et une nécessité que de poser cette question ; et nous demandons avec la plus vive curiosité ce que pourront y répondre les gouvernements des pays — la France, l'Angleterre, etc. — qui se considèrent comme des « foyers de culture et de civilisation ».

Maxime GORKI.

Comité de la 3^e Internationale

SECRETARIAT

Adresser toutes les communications concernant le Comité de la 3^e Internationale au *Bulletin Communiste*, 123, Rue Montmartre.

Réunion plénière

Vendredi 28, à 20 heures, 49, rue de Bretagne, réunion plénière. Ordre du jour : La situation actuelle.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

PETROGRAD, par L. TROTSKY

A l'occasion du Deuxième Anniversaire de la Révolution d'octobre, le camarade Léon Trotsky prononça, à Petrograd, le discours que nous publions ici, à la gloire du prolétariat de la grande cité qui fut le berceau de la Révolution sociale.

Le deuxième anniversaire de la révolution d'octobre a concentré sur Petrograd l'attention particulière du pays tout entier. De nouveau, comme il y a deux ans, la ville était sous le coup d'une grave menace, venue du Sud-Ouest, et, comme en fin d'octobre 1917 (vieux style), le sort de la grande cité fut décidé sur les hauteurs de Poulkovo.

Les opérations militaires des deux adversaires étaient alors enveloppées d'une sorte de brouillard impénétrable. Personne ne pouvait nous dire, même en chiffres approximatifs, quelles étaient les forces qui avaient pris l'offensive contre nous. Tandis que les uns les estimaient à un millier de Cosaques, d'autres disaient trois, cinq et même dix mille hommes. La presse bourgeoise et les rumeurs que la bourgeoisie mettait en circulation (la bourgeoisie et la presse étaient encore passablement verbeux à cette époque) exagéraient démesurément les effectifs de Krasnov. Je me souviens d'avoir reçu les premiers renseignements précis du camarade Voskov, qui, ayant aperçu les colonnes de Cosaques à Sestroczk, affirmait catégoriquement qu'il y avait tout au plus dix mille sabres. Mais, nous avions aussi à craindre l'arrivée, à marches forcées, d'autres unités ; d'autant plus que le camarade Voskov ne parlait que des troupes amenées par le chemin de fer.

La quantité numérique des forces dont nous disposions pour les opposer aux cosaques était aussi indéterminée. Nous disposions de la garnison de Petrograd, très nombreuse, il est vrai, mais composée de régiments qui avaient déjà perdu leur allant au cours des premières heures de la révolution. La vieille discipline s'en allait avec le vieux commandement. La révolution exigeait la destruction du vieux mécanisme de la guerre, mais la nouvelle discipline militaire, qui devait le remplacer, s'ébauchait à peine. On recrutait, en toute hâte, des détachements de gardes rouges, mais quelle serait leur combativité ? Nul ne le savait à cette date. Nous ne savions pas exactement où se trouvaient les stocks d'équipement militaire. Les anciens chefs ne se hâtaient pas de les mettre entre nos mains, et les autorités militaires nouvellement créées les ignoraient. Tout ceci rendait la conjoncture militaire générale très vague et particulièrement favorable à la naissance et à la propagation de rumeurs alarmantes.

Nous réunîmes à Smolny — je ne me sou-

viens pas de la date exacte — un conseil de délégués de la garnison et des représentants du commandement ; le camarade Lénine et moi furent invités à y participer. Une partie des officiers avait disparu, mais la plupart des chefs militaires restaient à leurs postes ne sachant trop que faire et estimant, par tradition, la désertion déshonorante. Pas un parmi les officiers qui assistèrent à ce conseil ne souffla mot sur l'inadmissibilité de la « guerre civile » ou sur l'inopportunité de résister à Kerensky et à Krasnov. Cette attitude des officiers s'expliquait, avant tout, par le profond abattement moral et par l'indifférence du commandement qui n'avait aucune raison de s'intéresser au régime de Kerensky et, d'autre part, ne pouvait pas se réjouir de l'avènement du régime des Soviets. A cette date, la contre-révolution n'était pas encore organisée. Les agents de l'Entente n'ourdissaient pas encore leurs trames. Le parti le plus simple qui s'imposait, dans ces conditions, aux officiers, était celui de demeurer fidèles à leurs régiments et de se soumettre absolument à leurs décisions. Nous devons aussi dire qu'à cette époque le commandement était déjà éligible et que les éléments les plus rétrogrades en avaient été expulsés.

Mais il ne se trouva pas, au conseil, d'officier qui consentit à assumer la responsabilité des opérations nécessaires. Deux raisons retenaient le commandement : il n'y avait pas, pour autant que je m'en rappelle, parmi les chefs militaires, qui assistaient au conseil, d'hommes ayant fait un stage de guerre plus ou moins sérieux, — et personne n'avait envie de se mêler d'une entreprise dont les conséquences demeuraient très énigmatiques. Après plusieurs tentatives infructueuses de charger tel ou tel officier de la direction des opérations le conseil arrêta finalement son choix sur le colonel Mouraviev, qui joua, plus tard, un rôle important dans de nombreuses actions militaires de la Russie des Soviets.

Mouraviev était né aventurier. A cette époque il se disait socialiste-révolutionnaire de gauche (on sait que ce parti servait alors de paravent à un grand nombre de personnages équivoques, qui, tout en cherchant à s'abriter sous le nouveau régime, ne voulaient cependant pas accepter le lourd fardeau de la discipline bolchevique). Au cours de sa carrière militaire, Mouraviev avait été, je crois, professeur de tactique à l'école des aspirants d'infanterie. Vantard et fanfaron, il avait, néanmoins, certaines capacités militaires et savait agir, en cas de nécessité, avec une rapidité foudroyante ; insolent, il connaissait pourtant l'art de traiter les soldats en camarades et de réchauffer leur courage. A l'époque de Kerensky, les qualités aventureuses de Mouraviev en avaient fait un organisateur des dé-

tachements militaires dits « d'attaque », destinés plutôt à donner contre les bolcheviks, que contre les Allemands. Au moment où Krasnov menaçait Petrograd, Mouraviev se proposa lui-même, avec énergie, pour le haut commandement des troupes soviétistes. Après quelques hésitations très compréhensibles, sa proposition fut acceptée. Une commission spéciale composée de cinq soldats et marins, élus par le conseil de la garnison, fut attachée à Mouraviev, avec mandat de surveiller étroitement ses moindres gestes et de s'en débarrasser à la moindre tentative de trahison.

Mouraviev ne songeait pas à trahir. Il se mit, au contraire, à l'œuvre avec une fougue extraordinaire et se montra pénétré d'une confiance absolue en le succès. Loin de suivre l'exemple des spécialistes militaires de cette époque, et tout particulièrement de ceux qui appartenaient aux partis politiques, il ne se plaignit ni des fautes, ni des erreurs, ni des actes de sabotage, qu'il rencontra un peu partout, mais, tâchant de réparer leurs conséquences, il le fit avec une bonhomie joyeuse et cordiale, qui communiqua peu à peu à son entourage la foi qu'il portait en lui-même.

Le gros du travail d'organisation incombait aux quartiers ouvriers. C'est là qu'il fallait chercher tout ce dont on avait besoin pour la guerre — cartouches, projectiles, canons, chevaux, attelages — et c'est là que s'improvisaient des batteries aussitôt envoyées sur les positions de la défense, qui se rapprochaient de plus en plus de Petrograd. Le combat décisif se livra sur les hauteurs de Poulkovo.

Les régiments de la garnison de Petrograd se rendirent aux positions sans entrain véritable. A cette date, au lendemain de la révolution d'octobre, les masses ouvrières n'avaient pas encore conscience de la lutte implacable et inévitable qui seule, devait consolider le coup de force, déjà accompli. Conquises par la force morale de la révolution, elles croyaient que la question serait définitivement résolue par la propagande et par la puissance de la parole. La lutte armée qui s'annonçait entre les masses ouvrières et les Cosaques leur semblait un fâcheux malentendu, une interruption accidentelle dans la marche victorieuse de la révolution d'octobre. Elles ne prenaient pas au sérieux le combat devenu imminent et eussent préféré envoyer à la rencontre de l'adversaire des propagandistes et des parlementaires.

Les prolétaires de Petrograd envisageaient, il est vrai, les choses d'un œil plus sérieux que les soldats de la garnison, mais, comprenant la gravité de la situation, ils n'avaient à leur disposition, en présence de l'ennemi, que des détachements de garde rouge, formés à la hâte...

L'issue du combat fut décidée par l'artillerie ; placée sur les hauteurs de Poulkovo, dominant le champ de bataille, elle décima la cavalerie de Krasnov. Le nombre des tués et des blessés fut évalué à 300 ou 500. Ces chiffres étaient évidemment exagérés. Les Cosa-

ques avaient combattu à contre-cœur. On les avait assuré que les habitants de Petrograd les accueilleraient comme des libérateurs ; aussi, une attaque d'artillerie de force moyenne suffit-elle pour arrêter leur offensive. Suspens brusquement leur mouvement les Cosaques accablèrent leurs officiers de reproches, organisèrent aussitôt des meetings et entamèrent des pourparlers avec les délégués des gardes rouges. Et dès que l'affaire eut été transportée sur le terrain des négociations, nous devînmes les plus forts. Les Cosaques se replièrent dans la direction de Gatchina où se trouvait l'état-major de Krasnov. Kerensky prit la fuite, trompant Krasnov, qui se proposait, paraît-il, de le tromper à son tour. Les aides de camp de Kerensky et le sieur Voytinsky attaché à sa personne, furent abandonnés par le chef du gouvernement provisoire et faits prisonniers, comme tout l'état-major de Krasnov.

L'offensive repoussée, la révolution d'octobre se trouva immédiatement consolidée. Mais tous ces événements avaient déchaîné la guerre civile qui devait se prolonger longtemps encore dans la Russie entière.

Deux années se sont écoulées et c'est encore sur les hauteurs de Poulkovo que nous avons dû défendre et affermir la révolution d'octobre. Krasnov, si imprudemment remis en liberté en 1917, combat à l'heure présente dans l'armée de Youdenitch et toujours aux environs de Gatchina, où il fut fait prisonnier. Mais, exception faite de ces quelques traits de ressemblance, que de différences énormes en toutes choses ! En 1917 une foule disparate de bourgeois, d'intellectuels, de groupes politiques, de cercles, de partis, de journaux grouillait à Petrograd ; elle se croyait le centre du monde et ne considérait l'établissement des Soviets que comme un incident politique de peu d'importance. Le prolétariat accomplissait sa révolution, avec un grand enthousiasme avec une foi profonde, avec un incomparable élan et aussi avec une grande bonhomie. En ces deux années écoulées, la révolution a épuré sévèrement la bourgeoisie de Petrograd. Mais, de leur côté, les ouvriers de Petrograd ont aussi traversé de dures épreuves. Leur enthousiasme ne brûle plus d'une flamme aussi claire, aussi ardente qu'il y a deux ans ; mais ils ont infiniment plus d'expérience, plus de fermeté, plus de confiance en eux-mêmes ; ils sont moralement trempés. L'ennemi aussi s'est organisé et paraît être plus fort qu'auparavant. Il ne s'agit plus d'un millier de Cosaques attaquant Petrograd, mais des centaines de milliers de combattants, pourvus de toutes les ressources de l'impérialisme mondial, marchant contre la Russie d'octobre. Supérieurement armées, de nombreuses troupes blanches menacent Petrograd. Les grosses pièces des bâtiments de guerre anglais bombardent nos côtes. Mais nous aussi, nous avons gagné en force. Les anciens régiments ont disparu. Les détachements improvisés d'ouvriers ar-

més ne sont plus qu'un lointain souvenir. L'armée rouge, fortement organisée, a pris leur place, et cette armée rouge, qui a connu, il est vrai, des moments d'abattement, des échecs et même des heures de défaillance saura bien en fin de compte, concentrer à l'heure du danger, toutes les énergies nécessaires pour repousser l'ennemi.

Petrograd fut il y a deux ans le grand initiateur de la révolution. L'impérialisme mondial veut en ce moment frapper la ville révolutionnaire afin de prouver sa puissance par l'achèvement de l'œuvre à laquelle il s'acharne de longue date — et qui est l'assassinat de la révolution. La lutte pour la possession de Petrograd revêt le caractère d'un duel mondial entre la révolution prolétarienne et la réaction capitaliste. Si même ce duel avait eu pour nous une issue défavorable, c'est-à-dire si nous avions laissé l'ennemi pénétrer momentanément dans la ville rouge, ce coup terrible n'eut point signifié la défaite de la république des Soviets. Nous avons derrière nous une immense place d'armes qui nous permettrait de continuer nos opérations militaires jusqu'au triomphe de la révolution prolétarienne en Europe. Mais notre victoire dans ce duel pour Petrograd est un coup de massue pour l'impérialisme anglo-français qui avait placé sur la carte de Youdenitch sa mise la plus forte. En défendant Petrograd, nous n'avons pas seulement défendu le berceau de la révolution prolétarienne, nous avons aussi combattu pour son expansion mondiale. Et la conscience de ce fait a décuplé nos forces. Nous ne rendrons pas Petrograd. L'ennemi n'y entrera pas !

L. TROTSKY.

30 octobre 1919.

Réponse à une saleté

On me communique aujourd'hui seulement le numéro du 1^{er} mai du journal *Le Peuple*, hebdomadaire socialiste de St-Etienne, dans lequel je lis la petite ordure anonyme suivante :

DES INCIDENTS ?

Le Comité de la III^e Internationale publie la note suivante :

« Le Comité de la III^e Internationale,

« Considérant les incidents provoqués par certains camarades hostiles au Comité et qui ont amené à deux reprises la démission du camarade Lorient de ses fonctions de trésorier du parti ;

« Approuve l'attitude de ce camarade et décide qu'il remette à nouveau sa démission entre les mains du secrétaire du parti ;

« Le Comité déclare, en outre, refuser toute participation au bureau de la C. A. P. et laisser à la majorité l'entière responsabilité de la direction et de la gestion du parti. »

Voilà des incidents qui nous paraissent curieux et étranges... dans le mystère où les maintient l'inté-

ressé lui-même et le Comité de la III^e Internationale. Le citoyen Lorient avait donné sa démission de trésorier, puis l'avait reprise. Des camarades ont protesté... et finalement Lorient s'incline et redémissionne.

Les raisons des protestataires étaient-elles à ce point concluantes ?

Les raisons de la démission de notre camarade Lorient n'ont rien de mystérieux. Il a abandonné la trésorerie pour employer son temps plus utilement qu'à déjouer les intrigues et les manœuvres de quelques bons apôtres du genre du rédacteur anonyme du *Peuple* et ayant au même degré le sens de la loyauté et de l'honnêteté.

Comme des scélérats (il y en a hélas ! dans le parti) appliquaient par haine de tendance la maxime des Jésuites : « Calomniez, il en restera toujours quelque chose » et insinuaient que la caisse du Parti avait un trou, Lorient convoqua la commission de contrôle, presque entièrement composé d'adversaires et put mettre à sa disposition, ce qui est sans précédent dans les annales de la trésorerie, une comptabilité claire et une documentation complète permettant une vérification à la fois rapide et sûre. Il exigea de cette commission un travail sérieux et celle-ci s'acquitta en effet consciencieusement de sa tâche.

Le *Peuple* paraissant ignorer les conclusions de son expertise, nous les rappelons ci-dessous. « La commission de contrôle, après examen de la comptabilité du citoyen Lorient, trésorier démissionnaire, déclare en constater la parfaite gestion et reconnaissant comme exact l'arrêt des comptes au 27 avril 1920, lui donne *quitus* »

Les membres de la commission : Berta, Boyet, Bourreau, Fiquet, citoyenne Gourdeaux, Lefieu, Pailicot, Pécher, Servantier.

Le secrétaire : A. GUILLEVIC

Le camarade Lorient, dont l'attitude pendant la guerre et depuis a toujours été si noble et si désintéressée n'en avait pas besoin pour avoir notre estime et notre sympathie. Ses peu scrupuleux adversaires devraient avoir au moins la pudeur de reconnaître qu'ils lui doivent plus que l'organisation de la trésorerie et on regrette d'avoir à leur rappeler que si Lorient avait été taillé à leur gabarit il avait beau jeu pour discréditer les responsables d'une situation que certains connaissent.

Pas un instant l'idée ne lui vint d'user de pareils procédés et nous l'en félicitons. Mais quelle étrange destinée que celle qui condamne sans cesse les meilleurs à se défendre contre les calomnies.

M. FROMENTIN.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Danguon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

ROSA LUXEMBOURG — KARL LIEBKNECHT

Nous avons publié, dans notre dernier numéro, un discours prononcé par Léon Trotsky dans un meeting consacré à la mémoire de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Au cours de la même réunion, Zinoviev prononça le discours dont nous donnons ici le texte.

Je voudrais surtout parler de Rosa Luxembourg que j'ai connue personnellement. Nos ouvriers, nos soldats rouges et nos paysans connaissent moins la vie et l'activité de cette femme remarquable que la biographie révolutionnaire de Karl Liebknecht, son célèbre compagnon d'armes.

Dans le mouvement ouvrier de la génération actuelle Rosa Luxembourg appartient aux rares favorisés du sort auxquels il a été donné non seulement de travailler à la popularisation des idées de Marx, mais aussi d'aller plus loin dans cette voie en enrichissant le marxisme d'idées nouvelles.

La III^e Internationale compte dans ses rangs fort peu de militants qui aient su réunir au même degré que Rosa Luxembourg les qualités d'un orateur passionné, celles d'un brillant politique et, en même temps, celles d'un des plus grands théoriciens littéraires du marxisme. Douée de tous ces dons précieux Rosa Luxembourg a travaillé dans le mouvement ouvrier près d'un quart de siècle.

La carrière révolutionnaire de Rosa Luxembourg commença en Pologne où elle travailla dès sa jeunesse ; puis elle transporta le champ de son activité en Allemagne et en Russie.

On peut dire qu'elle était l'incarnation vivante de l'internationalisme.

Je me souviens de mes causeries avec Rosa Luxembourg en 1906 à Kouokalla, dans le petit appartement de Lénine qui vivait alors dans une sorte d'exil, après l'échec de notre première révolution. C'est Rosa Luxembourg qui la première entreprit d'écrire un résumé théorique des causes qui avaient déterminé l'échec de la révolution ; c'est elle qui la première parmi les militants marxistes comprit ce que représentaient déjà nos soviets en 1905, bien qu'ils ne fussent alors qu'à l'état d'ébauche et conçut nettement le rôle que devaient jouer les grèves révolutionnaires générales combinées avec l'insurrection armée des classes ouvrières.

Ses brillants articles sur la grève générale, ses discours d'Iéna (au congrès de la social-démocratie allemande qui avait eu lieu pendant notre révolution), discours pleins d'indications sur le rôle réservé dans l'avenir aux soviets de députés soldats et ouvriers — toutes ces prédictions et ces

conclusions formulées il y a plus de 20 ans ont une grande importance historique.

Rosa Luxembourg partage avec notre camarade et maître Lénine le mérite inestimable d'avoir en 1907, au congrès Socialiste international de Stuttgart, formulé le principe fondamental qui vient de lui coûter la vie comme à Karl Liebknecht et au nom duquel luttent à l'heure qu'il est les éléments les plus héroïques et les plus intègres de la classe ouvrière.

En 1907 deux mondes se dressaient face à face au congrès de Stuttgart. Bernstein et les « révisionnistes » comme on les appelait alors prétendaient que la classe ouvrière ne pouvait pas rejeter la « politique coloniale » (ou l'impérialisme comme nous disons maintenant), mais au contraire la favoriser au nom de la culture. Bebel lui-même, qui fit au déclin de sa vie bien des concessions à l'aile droite de la social-démocratie, Bebel hésitait ! Et seul un petit groupe de marxistes dirigé par Lénine et Rosa Luxembourg déclara en 1907, (il y a 11 ans) : « La guerre impérialiste universelle éclatera fatalement ; la bourgeoisie de tous les pays pousse l'humanité à cette catastrophe inévitable. — Quel devra être le rôle des travailleurs révolutionnaires lorsque la main criminelle de la bourgeoisie aura amené l'Europe à cette guerre impérialiste ? » Lénine et Rosa Luxembourg répondaient : « Profiter de la crise économique et politique qui suivra pour soulever les masses contre le régime capitaliste ».

Ce qui revenait à dire : le problème consistera à transformer la guerre impérialiste en guerre civile et à jeter les ouvriers, les paysans et les soldats dans la lutte contre la bourgeoisie, contre les responsables de la guerre.

Au sein de l'ancienne social-démocratie allemande officielle, Rosa Luxembourg n'avait jamais cessé de lutter avec un talent hors ligne et une énergie inlassable pour ce principe fondamental : elle fut toujours la première à donner l'alarme dans les rangs des social-démocrates, exigeant à tous les congrès la sanction officielle de la grève générale politique, alors que les meilleurs leaders de la social-démocratie de ce temps ne voulaient pas en entendre parler.

Plus d'une fois pendant les débats sur la politique étrangère elle reprocha aux chefs les plus en vue de la social-démocratie allemande de ne jamais conformer leurs actes à leurs paroles, faisant remarquer que lorsqu'il ne s'agissait que de voter des résolutions les socialistes faisaient preuve d'un radicalisme hors ligne, mais que, dès qu'ils se trouvaient dans la nécessité de lutter en fait contre la guerre et contre le gouvernement

qui la provoque — ils semblaient disparaître. Ces paroles paraissaient alors d'une audace inconcevable : le parti social-démocrate allemand était à l'apogée de sa gloire.

Tout ouvrier de Petrograd ayant milité pendant quelques années au sein du mouvement révolutionnaire sait qu'au moment où personne n'osait encore critiquer le parti social-démocrate allemand et où ce dernier semblait être le modèle de toutes les perfections socialistes, Rosa Luxemburg déclarait déjà à qui voulait l'entendre que ce parti était complètement corrompu.

Je me souviens parfaitement de ce qui se passa au congrès de la social-démocratie allemande à Iéna : Rosa Luxemburg croisa volontairement l'épée avec Auguste Bebel ; celui-ci inclinait alors à droite, du côté de l'ancien parti qui avait déclaré la guerre à Rosa Luxemburg, outré des attaques qu'elle dirigeait contre la social-démocratie et le chauvinisme qui se glissait dans la politique du Comité Central. Et vous savez pourtant de quelle autorité sans exemple jouissait Auguste Bebel dans les rangs de la social-démocratie allemande ! Au congrès, il s'éleva avec violence contre Rosa Luxemburg allant presque jusqu'à exiger son exclusion du parti. Seul un petit groupe à la tête duquel se plaça Clara Zetkin soutint notre amie et partagea avec elle les reproches qui pleuvaient de toutes parts. Mais Rosa Luxemburg sut se faire écouter de ceux qui voulaient lui imposer silence. Elle accepta la bataille et releva le gant jeté par Bebel, le meilleur des représentants de la II^e Internationale, elle obligea ce congrès composé plus qu'à moitié de boutiquiers et de traîtres au socialisme à prononcer le mot : « Internationale ».

Rosa Luxemburg éveillait les consciences révolutionnaires. Elle n'admettait aucune infidélité au drapeau de l'Internationale.

Les services rendus à la révolution par Karl Liebknecht ne sont certes pas moindres. Lui aussi a travaillé pour elle près d'un quart de siècle. Lui aussi, comme vous l'a dit le camarade Trotsky, a partagé avec nous les épreuves de la révolution de 1905.

Karl Liebknecht fut, parmi les social-démocrates allemands, du nombre des rares intrépides qui osèrent exiger la « propagande antimilitariste » comme on l'appelait alors, autrement dit — la propagande révolutionnaire dans l'armée.

Il faut nous transporter, camarades, dans l'atmosphère de la social-démocratie d'alors, tirée à quatre épingles et pleine de bienséance, pour nous imaginer l'effet produit par une exigence aussi audacieuse.

Bebel lui-même, qui connaissait Liebknecht dès son jeune âge et l'aimait comme un fils, l'invectiva avec violence pour cette proposition qu'il traita d' « aventuriste ».

Aller prêcher le socialisme aux soldats ? ! On n'avait pas idée de cela ! La social-démocratie allemande considérait que seul un aventurier politique pouvait émettre une semblable proposition. On craignait que la social-démocratie ne perdît ses droits à la légalité, que la bourgeoisie ne

s'alarmât et que les classes dirigeantes n'accusassent le Parti d'être devenu antigouvernemental.

Liebknecht fut un des premiers à lutter contre le courant. Et il réussit à le vaincre. Son célèbre ouvrage *Contre le militarisme* lui valut de nombreux mois de prison. Il était le fondateur de l'Union de la Jeunesse Socialiste qui est destinée à un glorieux avenir. Nous savons quel rôle énorme la jeunesse a joué dans notre révolution ; il en a été de même dans la révolution allemande, comme dans tout le mouvement révolutionnaire international.

Tout ce qu'il y avait de jeune, de meuf, d'honnête, de révolutionnaire et d'énergique dans la classe ouvrière s'est groupé autour du drapeau de l'Union de la Jeunesse, dont Karl Liebknecht fut un des fondateurs.

Liebknecht était vu d'un mauvais œil par les chefs de la II^e Internationale dès avant la guerre : aussitôt que la guerre éclata on le trouva dangereux.

Il n'assista pas à la conférence de Zimmerwald parce qu'il avait été mobilisé. On l'envoya au front avec l'espoir qu'une balle providentielle débarrasserait la bourgeoisie de cet ennemi dangereux.

Liebknecht nous fit parvenir à la conférence de Zimmerwald une lettre qui se terminait par de prophétiques paroles répondant à la déclaration jetée au début de la guerre du haut de la tribune par Scheidemann : « La paix sociale, l'armistice entre les classes, entre les loups et les brebis, entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, entre les monarques-bourreaux, les soldats et les paysans ». Telle était, en somme, la déclaration officielle de la social-démocratie allemande.

Et la dernière phrase de la lettre de Liebknecht disait : « Camarades ! à nous de proclamer maintenant non pas la paix civile, mais la guerre civile — tel est aujourd'hui le mot d'ordre.

Au Reichstag Liebknecht votait seul contre les crédits militaires et sa voix retentissait dans le monde entier.

N'oublions pas non plus, camarades, qu'en France, où la bourgeoisie avait provoqué un terrible accès de chauvinisme, où l'on maudissait en 1915 tout ce qui était allemand, et où les ouvriers et les soldats s'étaient laissés contaminer par ces sentiments antisociaux, le nom de Karl Liebknecht était prononcé avec ferveur.

Nous ne connaissons qu'un autre exemple d'une telle sympathie des ouvriers français pour un socialiste allemand : je veux parler de celle que leur inspira Frédéric Engels.

Au commencement de la guerre, en 1915, on maudissait en France tout ce qui était allemand. Le prolétariat allemand était considéré comme un ramassis de scélérats. On s'efforçait de présenter la situation sous un jour tel que la politique de Scheidemann semblât être la réalisation logique des théories de Marx.

Des articles sans nombre se publiaient sur ce thème dans la grande presse bourgeoise et des ouvrages entiers prétendaient prouver que K. Marx avait toujours été un fidèle sujet de la grande Allemagne bourgeoise.

Et lorsque tout le parti officiel des soi-disant socialistes français se fût abandonné à ce courant chauvin, je me souviens que le vieux Vaillant, l'ancien communard qui avait fini par tendre au déclin de ses jours la main aux patriotes, perdit tout de même patience lorsque les journaux touchèrent à Engels. Ennemi juré à ce moment de tout ce qui était allemand, il publia néanmoins un article où il clamait : « Il n'y a eu en Allemagne que deux Allemands qui restèrent internationalistes après la guerre franco-prussienne — Marx et Engels. »

Pendant ces dernières années Karl Liebknecht a joué en France d'une popularité tout aussi grande. Parmi les documents — probablement nombreux — qui en témoignent il en est un particulièrement émouvant. Nous le trouvons dans le beau livre d'Henri Barbusse, *le Feu*. Soldat lui-même, Barbusse nous montre un groupe de poilus devant, en 1915, dans la tranchée, pendant qu'autour d'eux la bataille se déroule. Quelques-uns d'entre eux sont des ouvriers instruits. L'un d'entre eux prononce ces paroles : « Et pourtant il y a une figure qui s'est élevée au-dessus de la guerre et qui brillera toujours par la beauté et l'importance de son courage... Liebknecht ! »

En 1915, dans les tranchées, où la propagande chauvine était particulièrement énergique, dans cette France alors toute enflammée de chauvinisme et qui détestait tout ce qui de près ou de loin touchait à l'Allemagne, les soldats et les ouvriers prononçaient le nom de Karl Liebknecht avec amour et respect.

Représentez-vous maintenant, camarades, avec quelle douleur et quelle indignation les ouvriers allemands et français ont appris que Karl Liebknecht n'est plus ! Concevez combien la mort même d'un homme tel que Karl Liebknecht servira la cause du communisme !

Quand Karl Liebknecht sortit de prison, délivré par la victoire du mouvement ouvrier, son premier mouvement le porta vers la classe ouvrière du pays qui avait levé le drapeau de la Commune et vaincu. La première pensée de Karl Liebknecht fut pour nous, pour la révolution russe ; il s'en fut tout droit vers la légation russe où nos camarades se trouvaient encore à ce moment et dit en se découvrant : « Je salue en frère le premier gouvernement des mains calleuses ».

Oui, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg se sont toujours sentis intimement et fraternellement liés à notre révolution et c'est la raison essentielle de la haine que leur a vouée la social-démocratie de Berlin. A l'heure actuelle Scheidemann et sa bande, Ebert et son gouvernement vivent exclusivement des largesses de Wilson — l'oncle d'Amérique — et des impérialistes français qui espèrent endiguer le flux du bolchevisme. Le gouvernement de Scheidemann n'a de mérite aux yeux de ces brigands internationaux que tant qu'il les seconde dans la lutte contre la révolution russe.

Vous souvenez-vous de ce dialogue qui eut lieu entre généraux français et allemand ?

Le Français reprochait à l'Allemand d'aider les bolcheviks sur les points occupés par l'armée allemande, près de Riga. Le général allemand répondit : « Mais, excellence, comment pouvez-vous nous adresser un reproche aussi peu fondé ? L'Allemagne est plus près de la Russie et par conséquent le bolchevisme est plus dangereux pour nous que pour vous ».

Comme vous voyez, ces gens ne se dissimulent pas leurs véritables intentions.

Ils haïssaient Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg pour le talent et l'énergie que tous deux employaient à défendre l'élite du prolétariat russe. Tous deux étaient dévoués à la révolution russe et voulaient marcher sur ses traces. Voulez-vous savoir au juste pourquoi l'on a assassiné Rosa Luxembourg ? Lisez le discours qu'elle a prononcé au congrès spartakiste le 31 décembre 1918. Rosa Luxembourg accusait Scheidemann et ses pareils de vouloir aider les impérialistes à étouffer la révolution russe. Elle disait : « Voyez ce qui se passe à Riga et sur tous les points occupés. Grâce aux basses manœuvres de Scheidemann et du leader des syndicats allemands, Auguste Winning, les prolétaires allemands secondent les armées alliées et les barons de la Baltique dans leurs attaques contre les armées bolchevistes russes. Ces manœuvres sont d'une telle bassesse révoltante que je ne puis hésiter à dénoncer les chefs des syndicats allemands et de la social-démocratie comme les derniers des misérables ! »

Telles sont les paroles que Rosa Luxembourg leur jetait à la face. Elle ajouta : « Notre gouvernement Scheidemann ne se compose pas seulement de traîtres à la révolution prolétarienne — mais aussi de véritables criminels ».

La haine que les chefs officiels du prolétariat allemand vouèrent à Rosa Luxembourg s'explique donc aisément.

La bourgeoisie du monde entier place son dernier espoir dans les barrières qu'elle essaie de dresser entre les classes ouvrières des différents pays et surtout afin d'isoler les ouvriers russes qui ont vaincu leur bourgeoisie.

Elle concentre toutes ses forces et toute ses férocités sur ceux qui veulent élargir les cadres de la révolution, qui professent les principes de l'internationalisme et poussent les ouvriers allemands sur les traces de la classe ouvrière communiste russe.

Telles sont les vraies causes de l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. C'est aussi pourquoi ils jouissent parmi les paysans et les ouvriers russes d'une popularité et d'un amour si grands ; en divers endroits les paysans ont voulu donner à leurs villages le nom de Karl Liebknecht.

Ces paysans, ces ouvriers et ces soldats garderont à jamais, pieusement, le souvenir de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Camarades, nous traversons ici des moments difficiles ; nos épreuves ont été particulièrement lourdes ces dernières semaines. La situation s'ag-

gravera peut-être encore pendant les mois qui vont suivre. Mais quand nous souffrirons le plus, quand nos soldats rouges sur quelque point éloigné du front, à Arkhangelsk ou ailleurs, couchés dans la neige, seront affamés et transis ; quand ils essayeront le feu des bandes impérialistes, ou bien encore quand nos ouvrières rentreront chez elles n'ayant à offrir à leurs enfants affamés qu'un pauvre morceau de pain — dans ces moments difficiles nous nous souviendrons de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg !

Que voulaient donc les communards allemands, pourquoi luttait les ouvriers allemands et les plus grands de leurs militants — Liebknecht et Rosa Luxembourg ?

Ils luttait pour avoir ce que nous avons déjà.

Ils comprenaient parfaitement ce que leur promettait la victoire qu'ils pouvaient remporter. S'ils étaient vainqueurs demain cela ne voudrait pas dire que les ouvriers de Berlin y gagneraient deux livres de pain par jour, que la crise économique serait résolue et que l'âge d'or commencerait à Berlin. Les communards de Berlin savaient tout aussi bien que les révolutionnaires de Petrograd pendant la Révolution d'octobre ce qui les attendait après la prise du pouvoir. Ils entrevoient la perspective d'une longue période — quelques années peut-être — de lourdes épreuves, de famine et de souffrances sans nom.

Tout cela ils le savaient.

Et ils ne le cachaient pas aux ouvriers berlinois, ils ne leur promettaient pas du pain au lendemain de la victoire des communards.

Non, leur disaient-ils — de nouveaux combats vous attendent. Rosa Luxembourg soulignait particulièrement ces perspectives. Elle disait : « Nous nous trouvons à la veille d'une nouvelle lutte ; des mois et des années entières peut-être de combats et de souffrances nous attendent ».

Les communards de Berlin savaient ce qu'ils faisaient et acceptaient leur sort ; ils ont laissé sur le champ de bataille des centaines de leurs meilleurs soldats. Qui donc après la mort héroïque de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg songerait à sa sauvegarde personnelle ?

Lorsque la classe ouvrière sacrifie si généreusement son sang, sans hésiter un instant, l'armée régulière du mouvement révolutionnaire ne saurait fléchir. Notre classe n'a-t-elle pas résisté à toutes les épreuves et à toutes les catastrophes ?

Les ouvriers de Berlin ne le cèdent en rien à ceux de Petrograd et de Moscou et c'est chez eux que se concentre en ce moment la lutte prolétarienne de tout l'univers.

Ils ont suivi notre exemple ; ils sont morts par milliers et mourront encore demain pour obtenir ce que nous avons déjà à Petrograd, à Moscou et dans toute la Russie soviétique.

Les ouvriers, les soldats rouges et les paysans de la Russie soviétique peuvent être fiers : leur exemple est suivi par tout ce que l'humanité compte de meilleur et le chemin qu'ils ont pris est reconnu comme étant le seul juste. Camarades, notre douleur a été grande hier, elle l'est encore aujourd'hui, mais nous ne doutons pas que le

sang de Liebknecht et de Rosa Luxembourg hâtera le triomphe de la révolution socialiste universelle !

Camarades, soyez certains que les ouvriers du monde entier partagent les sentiments de cette assemblée. Comment pourriez-vous douter que les ouvriers et les ouvrières de Paris qui ont de si nobles traditions révolutionnaires et qui, en 1915, prononçaient le nom de Karl Liebknecht avec amour et ferveur, comment pouvez-vous douter qu'ils ne soient déterminés eux aussi à lutter jusqu'au bout et qu'ils ne serrent les poings en s'exclamant : « Le sang sacré de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg doit être vengé ! »

Tels sont les sentiments des ouvriers du monde entier. Camarades, le crime commis par Scheidemann et Ebert leur coûtera cher. Je ne puis en douter, le prolétariat allemand ne cesse en ce moment de s'interroger : « Est-il possible que nous souffrions plus longtemps que le pouvoir soit aux mains des bourgeois-assassins qui s'intitulent social-démocrates après avoir tué en Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg les plus glorieux militants du prolétariat international ? »

Nous voyons maintenant où mène la politique criminelle des Scheidemann.

A première vue, les événements qui ont eu lieu à Berlin sembleront peut-être difficiles à expliquer. Le gouvernement actuel se pare malgré tout du titre de gouvernement d'une « république socialiste ».

Rosa Luxembourg, avec la précision qui la distinguait, a caractérisé en quelques mots dans son dernier discours, la situation en Allemagne. Voici ce qui est arrivé : le parti social-démocrate allemand qui jouait depuis de longues années un rôle réactionnaire dans l'histoire a su, à l'aide de son appareil bureaucratique s'emparer des soviets, usurpant leurs droits et leur faisant accepter sa politique. Ses fonctionnaires se sont aussitôt déguisés en partisans du régime soviétique et se sont emparés du pouvoir, de telle sorte que les ouvriers allemands, pour le reprendre, devront passer sur le cadavre de la social-démocratie.

Scheidemann et Ebert réunissent maintenant leur Assemblée Constituante.

Camarades, voici juste un an que nous avons dissous l'Assemblée Constituante. Voyez quels prix le prolétariat international attache à notre politique. Qui donc est pour l'Assemblée Constituante en Allemagne ?

Une coterie de financiers, la bande à Guillaume et les assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Un mois à peine s'est écoulé depuis que le prolétariat allemand a déclaré : « Vous n'arriverez à l'Assemblée Constituante qu'en marchant sur nos cadavres ! » La bourgeoisie compte bien, en effet, passer sur le cadavre du prolétariat pour arriver à la Constituante, mais la réalité est autre. — Le cadavre que piétinera la bourgeoisie ce sera celui de la vieille social-démocratie pourrie qui s'est transformée en bourreau au service de la bourgeoisie. Et les ouvriers allemands lui passeront sur le corps, et nous irons, fraternellement unis à eux, à la victoire définitive de la 3^e Internationale.

G. ZINOVIEV.